



## Bilan de la conférence

# Dakhla et sa région dans la dynamique de développement des Provinces du Sud

ENCG Dakhla, le mardi 19 février 2019

Les axes majeurs du développement territorial de Dakhla et sa région ont été discutés, mardi 19 février à Dakhla, lors d'une table ronde à laquelle ont notamment participé M. Mohammed Sadiki, Secrétaire Général du Ministère de l'Agriculture, M. Mohamed Lamine Hormatallah, Président de la CGEM pour les Provinces du Sud et Mme Soumaya Bekkar, représentante du Directeur du Centre Régional d'Investissement de la Région de Dakhla Oued-Eddahab.

La Région, qui représente 18,4% du territoire national et compte 142 955 habitants, essentiellement urbaine, enregistre ces dernières années une croissance économique forte. Elle contribue ainsi aujourd'hui à hauteur de 7,5 % à l'accroissement du PIB national. Cette croissance est tirée par les trois locomotives que sont la pêche, l'agriculture et le tourisme.

Carrefour incontournable entre le Maroc et l'Afrique, la Région regorge de ressources et de potentialités. Parmi elles, la culture et le patrimoine hassanis. Mais aussi, le vent, dont la vitesse dans la région atteint 40 km/heure, et le soleil, présent tout au long de l'année, ainsi qu'un littoral s'étendant sur 667 km.

Autant d'atouts pour les secteurs du tourisme, de l'artisanat et de l'économie sociale et solidaire, de l'agriculture, de la pêche et des énergies renouvelables, que le modèle de développement intégré de la Région vise à renforcer à travers une politique volontariste.

En termes de préservation du patrimoine et de la culture, plusieurs actions ont été entreprises ces dernières années dans la Région pour mettre en valeur un legs ancestral qui constitue une composante incontournable de l'identité marocaine.

En termes de connectivité :

- Projet de voie express Tiznit-Laâyoune-Dakhla, sur un linéaire de plus de 1 000 km, d'un coût de 8,5 Mds DH;
- Port de Dakhla Atlantique, pour soutenir le développement économique, social et industriel des secteurs productifs, d'un coût de 6 Mds DH;
- Raccordement achevé de la Région au réseau électrique national, d'un coût de 1,7 Mds DH;
- Renforcement de la couverture mobile ;
- Développement de plateformes logistiques.

En ce qui concerne l'agriculture et la pêche maritime :

- Attribution de fermes agricoles à de jeunes promoteurs ;
- Projet d'usine de dessalement destinée à l'irrigation, alimentée par un parc éolien, pour l'irrigation d'un nouveau périmètre agricole de 5 000 ha ;
- Programmation d'une centaine de projets dans l'aquaculture au profit de plus de 500 jeunes entrepreneurs originaires de la Région qui bénéficieront d'un programme de formation dédié.



Les échanges entre intervenants et participants (enseignants, dirigeants, acteurs associatifs, jeunes, ...) ont fait émerger une question centrale : **Comment faire profiter les gens de la région du développement économique ?**

Car la Région, bien qu'elle soit la moins touchée par la pauvreté, enregistre pourtant un taux de chômage élevé, en particulier chez les jeunes. De plus, les infrastructures d'éducation et de formation professionnelle restent insuffisantes. Ensuite, l'investissement touristique est handicapé par les problématiques liées au statut juridique du foncier, freinant par la même le financement des projets portés par les acteurs locaux. Enfin, le manque de ressources humaines pour assurer le fonctionnement des services publics, notamment dans la santé, ainsi que les insuffisances en matière de transport constituent des handicaps au développement de la région.

#### **Principales recommandations issues du débat :**

1. Développement dans le cadre d'une économie inclusive et redistributive ;
2. Clarification de la situation fiscale afin de donner de la visibilité aux investisseurs ;
3. Les programmes ne doivent pas être pensés en central, mais doivent davantage tenir compte des réalités locales (à la fois des entreprises et de la population). En contrepartie, le secteur privé doit s'engager à accompagner la dynamique de développement régionale engagée ;
4. Impératif d'intégration de la problématique de l'emploi des jeunes dans le développement et la mise en œuvre des projets structurants ;
5. Développement de l'emploi des jeunes à travers la mise en adéquation des formations initiale et professionnelle, avec les besoins, présents et à venir, de la Région ;
6. Elaboration d'une politique d'intégration amont/aval des secteurs phares de la Région ;
7. Sauvegarde du patrimoine culturel, non seulement pour préserver l'identité hassanie, mais aussi pour soutenir le tourisme ;
8. Mettre en œuvre une politique visant à faire de la Région un trait d'union avec les autres pays africains ;
9. Cultiver l'ouverture de la Région sur son environnement international en encourageant l'apprentissage des langues étrangères (espagnol, français, anglais, ...).

Pour rappel, Al Mountada, think tank indépendant, rassemblant des dirigeants de différents horizons (secteurs privé, public et associatif), a pour but de diffuser des idées en faveur du développement des Marocains. L'approche régionale est une dimension fondamentale de l'activité d'Al Mountada au vu de la singularité de chaque territoire, aussi bien en termes de défis que de potentialités.

